La maîtrise des armements nucléaires à l'ère Trump



| Désarmement nucléaire: l'UE est en train de sortir de l'impasse sur la péninsule coréenne.

La menace de la prolifération nucléaire n'avait plus été aussi sérieuse depuis au moins un quart de siècle. Deux des principales sources de contagion sont à Téhéran et Pyongyang, mais dans les deux cas, cette situation est la conséquence du climat politique au sens large plutôt que de politiques nationales. Les enseignements tirés du dossier iranien pourraient donner à l'UE l'occasion de jouer un rôle auxiliaire indispensable dans la péninsule coréenne et de contribuer à la sortie de l'impasse.

L'Iran a abandonné ses ambitions nucléaires à l'issue de longues négociations lors desquelles Federica Mogherini, la haute représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité, a sans doute été l'actrice clé ayant permis d'aboutir à un accord aussi ambitieux. Selon les termes du plan d'action global commun (JCPOA) de 2015, Téhéran ne pouvait plus produire d'uranium hautement enrichi, le précurseur nécessaire à la construction de la bombe nucléaire. L'ONU a levé ses sanctions contre l'Iran avec l'aval et des garanties du Conseil de sécurité de l'ONU et du groupe E3+3 (France, Allemagne et Royaume-Uni + Chine, Russie et États-Unis).

C'est l'abrogation de cet accord – signé par le président Barack Obama – par Donald Trump, qui menace de rendre à Téhéran son statut de puissance nucléaire, avec toutes les conséquences que cela aurait sur la prolifération des armes nucléaires dans la région. À Pyongyang, le cas de l'Iran a poussé le Guide suprême de la Corée du Nord, Kim Jong-un, à jouer le tout pour le tout en menaçant à la fois Séoul et Tokyo et en empruntant le chemin du nucléaire.

Dans la péninsule coréenne, la détermination du leader nord-coréen à développer une force nucléaire de dissuasion est un produit de la paranoïa et de la privation. Pour Pyongyang, les cas de l'Iraq, de la Libye et de la Syrie montrent que le problème n'est pas tant d'être doté d'armes de destruction massive, mais plutôt de ne pas en avoir. La dissuasion conventionnelle n'est plus une option, Pyongyang étant aujourd'hui à la traîne dans la course à l'armement, avec des dépenses militaires pour Séoul qui dépassent le PIB total de la Corée du Nord. La raison en est simple. Même si la Corée du Nord dépense une part énorme de son PIB (environ 25 %) dans ses forces armées, il s'agit de montants dérisoires. Ses dépenses totales placent à peine son armée au niveau de celle de l'Australie. Les dépenses militaires des États-Unis, de la Corée du Sud et du Japon sont cinquante fois plus élevées.

Contrairement à Washington, l'UE a adopté à l'égard de la Corée du Nord une politique de « dialogue critique ». En juin 2019, dans le cadre du dialogue de Shangri-La, Federica Mogherini a clarifié et réaffirmé la position de l'UE. Elle a souligné que les sanctions contre la Corée du Nord n'étaient pas une fin en soi, mais bien un moyen d'avancer, précisant que lorsqu'un accord serait trouvé et que sa mise en œuvre serait lancée, les sanctions de l'ONU pourraient être atténuées au gré des progrès réalisés. Pour aboutir à un tel accord, des pourparlers entre les États-Unis et la Corée du Nord et entre la Corée du Nord et la Corée

L'UE ET L'ÉCARTEMENT DU SPECTRE DE LA PROLIFÉRATION NUCLÉAIRE

par Glyn Ford

du Sud sont essentiels. Sans entente entre ces parties, les fondations nécessaires à la conclusion d'un accord seront inexistantes. Ce n'est que lorsqu'elles se seront entendues sur la voie à suivre qu'il sera dans l'intérêt de tous de transformer cette entente en accord multilatéral. Tout est une question de confiance et d'argent. Pyongyang veut la solidité et la résilience du JPCOA et Washington veut un partage des charges.

Kim Jong-un est bien conscient d'être face à un paradoxe. Alors que la dissuasion nucléaire offre une protection contre la menace d'un changement de régime comme en Iraq, les sanctions qui en découlent et leur impact économique présentent un risque pour la stabilité interne du pays. Il est donc prêt à abandonner la dissuasion en échange de garanties. Mais il lui faudra plus qu'une feuille de papier signée par un président en exercice, surtout un président qui ne s'est pas gêné pour ignorer des accords signés par ses prédécesseurs.

Donald Trump n'est pas pour autant le seul à être revenu sur des engagements pris par des présidents précédents. Dans les années 1990, le président Bill Clinton a signé l'accord-cadre qui a permis de stopper le programme nucléaire de la Corée du Nord en échange de deux réacteurs à eau ordinaire pour un montant total de 4,5 milliards de dollars. Le président George W. Bush a réduit l'accord à néant en 2002. La différence avec le JPCOA et Donald Trump aujourd'hui, c'est que dans ce cas-ci, les autres « garants » de l'accord tiennent tête à Washington. Dans ce contexte, Pyongyang cherchera à conclure un accord élaboré de manière semblable par le Conseil de Sécurité de l'ONU et les États membres associés.

Les États-Unis sont quant à eux bien conscients que les conditions « suffisantes » – au-delà d'un nouveau climat d'investissement permettant aux grandes multinationales d'établir une présence à Pyongyang – comprendront la promesse de milliards de subventions pour la Corée du Nord, comme ce fut le cas avec l'accord-cadre. Washington n'accordera rien de tout cela. Ce n'est pas du style de Donald Trump. Séoul devra payer entre deux tiers et trois quarts de la somme, et le reste devra être payé en liquide ou en nature par d'autres acteurs régionaux et l'UE, qui était le troisième plus grand contributeur la dernière fois. À Shangri-La, Mme Mogherini a renouvelé l'offre d'expertise et d'expérience de l'UE. La France et le Royaume-Uni ont tous deux les compétences nécessaires pour démanteler les armes et les installations, et c'est Bruxelles qui a mené, même si ce fut bref, le seul dialogue sur les droits de l'Homme avec Pyongyang.

Il s'agit d'une occasion unique que l'UE doit saisir si elle souhaite véritablement mettre fin à la prolifération nucléaire. L'Union peut être la « garante » d'un accord de sécurité, offrir une aide pratique dans le processus de vérification, d'inspection et de dénucléarisation du programme militaire de la Corée du Nord, allouer des subventions et apporter une aide au travers de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et répondre à toute offre vouée à relancer le dialogue sur les droits de l'Homme avec Pyongyang par l'intermédiaire du tout nouveau représentant spécial, Eamon Gilmore. Lors de la conclusion de l'accord-cadre il y a vingt-cinq ans, l'UE n'était guère plus qu'une « vache à lait » et cet accord s'est effondré sous le poids des aléas de la politique nationale américaine. Le Parlement européen a été clair sur le respect à l'avenir du principe du « no say, no pay », selon lequel l'UE veut avoir son mot à dire en échange de l'assistance apportée. Bruxelles peut contribuer à la mise au point d'une solution qui fera de ce monde un endroit plus sûr, avec comme premier exemple une puissance nucléaire de facto qui rendrait les armes.



> AUTEUR

Glyn Ford a été député européen travailliste pendant 25 ans de 1984 à 2009. Il était alors chef de la délégation britannique et chef adjoint du groupe S & D. Il s'est spécialisé dans les commissions du commerce international et des affaires étrangères en Asie de l'Est après avoir visité l'Université de Tokyo. En 2012, il a engagé un dialogue politique avec le Département international du Parti des travailleurs de Corée, qui se poursuit.